

Croissance et politiques publiques

Catherine Beaudry, Polytechnique Montréal, CIRANO, CIRST

Équilibre : débutons par un concept cher aux économistes

Entre le **Présent** et le **futur**, et le futur à très long terme (dans 20 ou 30 ans)

Retraite : il existe peu de marge de manœuvre au niveau des investissements supplémentaires et des cotisations aux fonds de retraite. On doit gruger dans les avantages, dont l'**indexation**, ce qui constitue une **bombe à retardement** pour notre économie. On ne peut pas se permettre que les fonds de pension ne soient plus en mesure d'investir dans notre économie. C'est dans 20 ou 30 ans que l'économie souffrira alors que les retraités verront leur pouvoir d'achat fondre comme neige au soleil. Il est primordial de maintenir la **demande intérieure** avant de pouvoir exporter. Pour cela, il faut possiblement augmenter les plafonds d'**épargne** en vue de la retraite pour compenser les révisions à la baisse des prévisions de croissance des fonds de retraite (de 6,5 à 6 voire même à 5 %).

Équilibre signifie aussi réduire les **inégalités** entre les **riches** et les **pauvres**. Encore une fois il s'agit de maintenir la **demande intérieure** et assurer la **croissance** à long terme. Lorsque les moins nantis ont davantage de revenus, ils dépensent davantage localement et contribuent à maintenir l'économie en santé. Plusieurs mécanismes s'offrent à nous pour réduire ces inégalités, le plus important étant la création **d'emplois à haute valeur ajoutée**. On ne peut pas se permettre de tout simplement pelleter la terre du grand nord dans des conteneurs qui sont destinés à la Chine. Il faut un minimum de transformation au Québec.

Et comment créé-t-on ces emplois à valeur ajoutée? Par le biais de l'**innovation**. Quel mot galvaudé l'innovation! Souvent, tout ce qui est légèrement nouveau est appelé innovation! L'innovation s'appuie non seulement sur la **science**, la **technologie**, mais nécessite aussi un **rôle accru de l'université**. Il est en effet impératif de reconnaître le rôle de l'université. Elles ne sont pas les tours d'ivoires à quoi on les compare trop souvent. Il n'en revient qu'aux universités de faire la démonstration de leur pertinence! Il faut toutefois faire attention de ne pas demander la lune aux universités.

Par le biais des organismes subventionnaires (qui sont le mécanisme de contrôle de la recherche universitaire), on observe des tendances de plus en plus préoccupantes quant à la sélection des sujets de **recherche** auxquels les chercheurs devraient contribuer. Les pressions à travailler en partenariat avec l'entreprise et pour l'entreprise sont de plus en plus fortes. Attention de ne pas trop transférer le risque de la RD industrielle vers le domaine public... à trop vouloir un impact à court terme, la source de la recherche appliquée et des innovations futures risque de se tarir. Encore une fois, l'équilibre doit être maintenu si nous voulons assurer la croissance à long terme. Et ceci requiert

des investissements car oui, l'université EST un investissement et non une dépense pour enrichir une poignée de privilégiés.

La non valorisation des diplômes de sciences humaines et en sciences sociales jusqu'à un certain point est aussi très préoccupante. Il y a une tendance à favoriser les disciplines qui visent directement la formation pour une profession particulière plutôt que l'éducation. On apprend à FAIRE plutôt qu'à PENSER. Quand plus personne ne pensera à ce qu'il faut faire et ne pas faire, là on aura un gros problème!

L'innovation est avant tout une combinaison de nouvelles de connaissances et de savoir-faire qui existaient déjà. L'innovation requiert donc une bonne dose de **collaboration**. Nous avons d'excellentes filières sectorielles, l'aérospatiale, les sciences de la vie, le multimédia et les jeux vidéos, etc. Tout est organisé en de belles **cloisons sectorielles** sans lien les unes avec les autres. Il serait important de décroisonner tout cela de façon à ce que les meilleures pratiques et politiques d'un secteur puissent bénéficier à un autre secteur. L'équipe de **POINT** travaille justement à ce décroisonnement et à une **ouverture** accrue du système d'innovation au Québec. La collaboration **intersectorielle** permettra d'améliorer et d'accélérer l'innovation de demain. Il faut toutefois que les mécanismes de support et d'incitation à ce décroisonnement soient en place.

En ce moment, il existe une **pléthore de petits joueurs** qui aident les entreprises de diverses façons. On observe une course à la création d'**incubateurs**, d'**accélérateurs**, de **consultants** de tous types, de sorte que les entreprises en devenir et les entreprises en démarrage ne savent plus à quel saint se vouer! Il existe une duplication éhontée de l'effort.

Le résultat est un manque flagrant de **coordination** au niveau de l'aide aux entreprises, du financement de la RD à la commercialisation en passant par le capital de risque et le financement des phases subséquentes. Il est impératif que l'on conçoive ces mécanismes de support sous la forme d'un **système** coordonné. Les **politiques publiques** ont un rôle primordial à jouer de ce côté. On doit s'assurer que les **technologies de pointe** côtoient de façon harmonieuse les **innovations sociales** dans le respect de l'environnement et de la santé des populations. On ne peut tout simplement pas pelleter le problème du côté des communautés et espérer que tout ira bien. L'État doit jouer un rôle de leadership et de coordination. Sans cela, l'innovation se fait à la bonne franquette et tôt ou tard on se fera damer le pion par les économies mieux organisées dont la **croissance** dépassera la nôtre.